

BFA-2002-2-76555

DECRET N° 2002-021/PRES/PM/MCPEA 31 janvier 2002 (JON°05 2002)

portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Programme d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PAPME).

LE PRESIDENT DU FASO,

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2000-526/PRES du 6 novembre 2000 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2000-526/PRES/PM du 12 novembre 2000 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

Vu le décret n° 97-468/PRES/PM du 31 octobre 1997 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2001-302/PRES/PM/MCPEA du 29 juin 2001 portant organisation du Ministère du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat ;

Vu le Protocole de Cession du PAPME à l'Etat burkinabè du 11 janvier 2001 ;

Sur rapport du Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 9 janvier 2002

DECRETE

CHAPITRE : I - CREATION

ARTICLE 1 : Il est créé un Fonds spécial pour le financement et l'appui au développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) au Burkina Faso dénommé " Programme d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises ", en abrégé PAPME.

ARTICLE 2 : Le PAPME est un fonds public spécialisé d'une durée de vie de cinq (5) ans renouvelables. Il est doté de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion.

CHAPITRE : II - MISSIONS

ARTICLE 3 : Le PAPME a pour mission générale de contribuer au développement du secteur privé, de soutenir la promotion d'une dynamique entrepreneuriale et de participer au renforcement et à l'émergence, au Burkina Faso, d'un tissu de petites et moyennes entreprises viables et compétitives.

Il est particulièrement chargé de :

Répondre à la demande des PME en leur offrant des produits financiers diversifiés et adaptés, sous forme de crédits à court et moyen termes, sous forme d'épargne d'entreprise, d'assurances et de divers services de paiement ;

Servir pour les PME d'interface entre la demande et l'offre de services non financiers d'appui au développement d'entreprises notamment la formation en gestion, l'appui technologique, le marketing, la comptabilité, l'informatique, les études d'expansion, etc. ;

Servir d'agence d'exécution nationale de projets et programmes relatifs aux PME pour le compte du Gouvernement et des bailleurs de fonds.

Dans la perspective de garantir sa pérennité, le PAPME devra atteindre progressivement une autonomie financière totale à terme.

CHAPITRE : III - TUTELLE

ARTICLE 4 : Le PAPME est placé sous la tutelle financière du Ministère chargé des finances et sous la tutelle technique du Ministère chargé de la promotion des entreprises.

Le Ministère chargé des finances est garant que le PAPME exerce ses activités selon les normes de gestion saine et efficiente. Les opérations du PAPME sont réputées faites pour le compte du Trésor Public.

Le Ministère chargé de la promotion des entreprises s'assure que l'action du PAPME s'insère dans le cadre des stratégies du gouvernement en matière de développement du secteur privé et de promotion des Petites et Moyennes Entreprises.

ARTICLE 5 : Un Protocole d'Accord entre le Ministère de l'économie et des finances et le PAPME précisera les obligations respectives des parties dans le cadre et en garantie d'une

gestion autonome de type commercial privé.

CHAPITRE : IV – RESSOURCES

ARTICLE 6 : Les ressources du PAPME, tant pour son fonctionnement que pour son développement, sont constituées notamment par les suivantes :

la dotation initiale de l'Etat en provenance des actifs du Projet, tel qu'ils résultent du Protocole de Cession signé entre le Gouvernement burkinabè et l'Union Européenne le 11 janvier 2001 ;

les produits générés par l'exploitation de la nouvelle entité ;

les subventions budgétaires nationales et étrangères ;

les dotations et lignes de crédit provenant d'organismes nationaux et internationaux, publics et/ou privés ;

les dons, legs et toute autre contribution matérielle et financière, locale ou extérieure.

ARTICLE 7 : Les ressources disponibles du PAPME sont déposées dans un compte ouvert au Trésor Public. Toutefois, au regard du caractère spécifique du dispositif, une dérogation pourrait être accordée par le Ministre chargé des finances sur demande de la Direction générale du PAPME.

CHAPITRE : V – ADMINISTRATION ET GESTION

ARTICLE 8 : Les organes d'administration et de gestion du PAPME sont :

le Conseil de Gestion (CG) ;

le Comité de Crédit (CC) ;

la Direction Générale (DG).

ARTICLE 9 : Le PAPME est administré par un Conseil de Gestion composé ainsi qu'il suit :

deux (2) représentants du Ministère chargé de la promotion des entreprises, ministère de tutelle, dont l'un assure la présidence,

deux (2) représentants du Ministère chargé des finances,

un (1) représentant du Ministère chargé de l'emploi,

un (1) représentant de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Burkina Faso (CCIA-BF),

un (1) représentant du Secrétariat Permanent des Engagements Nationaux.

ARTICLE 10 : Les bailleurs de fonds qui participent au financement du PAPME pourront, à leur demande, être admis aux sessions du Conseil de Gestion en qualité d'observateurs.

Le Conseil de Gestion pourra, à l'unanimité, faire appel à toute compétence sans voix délibérative, dont la participation est susceptible de l'éclairer dans ses décisions.

ARTICLE 11 : Les membres sont nommés par arrêté du Ministre chargé de la promotion des entreprises sur proposition des institutions et structures concernées. Le mandat est d'une durée de trois (3) ans renouvelable une fois. En cas de cessation de fonction d'un membre pour quelque motif que ce soit, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions et pour la durée du mandat restant à couvrir.

ARTICLE 12 : Les membres ne peuvent déléguer leur mandat. Cependant, ils peuvent, au moyen d'une délégation de pouvoir se faire représenter à une session du Conseil par un autre membre régulièrement nommé.

La délégation de pouvoir n'est valable que pour la session pour laquelle elle a été donnée. Aucun membre ne peut détenir plus d'une délégation de pouvoir à la fois.

ARTICLE 13 : Le Président du Conseil de Gestion est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministère de tutelle technique, pour un mandat de trois ans renouvelable une seule fois.

ARTICLE 14 : Le Conseil de Gestion se réunit au moins deux (2) fois par an en session ordinaire pour arrêter les comptes de l'exercice clos et approuver le budget de l'exercice à venir. Il peut se réunir en session extraordinaire, soit sur convocation de son Président, soit à la demande du tiers de ses membres, chaque fois que l'intérêt du PAPME l'exige.

ARTICLE 15 : Le Conseil de Gestion assure la haute responsabilité de l'administration du PAPME et, en particulier, il est chargé de :

la définition de la politique de l'institution ;

l'examen et l'approbation des conditions d'octroi de crédit ;

l'examen et l'approbation des propositions et des demandes de financement ;

l'examen et l'approbation des conditions d'emploi du personnel ;

l'examen et l'approbation des conventions de mobilisation des ressources locales et externes ;

l'évaluation de manière permanente de l'exécution de la mission du PAPME conformément aux objectifs et au manuel de procédures ;

l'approbation des budgets annuels et des comptes financiers ;

l'examen des rapports d'activités, d'audits et d'évaluation.

D'une manière générale, le Conseil de Gestion :

veille à l'application et au respect des règles et techniques d'intervention du PAPME,

s'assure de la sécurité et de la rentabilité des engagements sur prêts pris par le PAPME.

ARTICLE 16 : Le Conseil de Gestion est obligatoirement saisi de toutes les questions d'importance pouvant influencer la bonne marche de la structure.

Le secrétariat du Conseil de Gestion est assuré par la Direction générale du PAPME.

Le Conseil de Gestion peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au Comité de Crédit ou au Directeur Général plus particulièrement dans le domaine de l'approbation des demandes de financement.

ARTICLE 17 : Les délibérations du Conseil de Gestion sont valables si le nombre des membres présents dépasse la moitié de la totalité des membres en exercice.

Les décisions sont prises à la majorité simple. La voix du Président est prépondérante en cas de partage égal de voix. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés du Président et du secrétaire de séance.

Les membres du Conseil de Gestion bénéficient de jure de présence lors de leur participation aux sessions dudit Conseil, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 18 : Le Comité de Crédit, par délégation de pouvoir du Conseil de Gestion, est chargé d'examiner et d'approuver les dossiers de demande de financement qui lui sont soumis par le Directeur Général du PAPME.

Sa composition et son règlement intérieur sont fixés par le Conseil de Gestion.

ARTICLE 19 : Le PAPME est dirigé par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre de tutelle chargé de la promotion des entreprises.

ARTICLE 20 : Le Directeur Général détient les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte du PAPME. Le Directeur Général assume en dernier ressort la responsabilité de la direction technique, opérationnelle, administrative et financière du PAPME qu'il représente dans les actes de la vie civile, notamment à l'égard des tiers et de la clientèle.

ARTICLE 21 : Le Directeur Général a la charge entre autres de :

élaborer et soumettre au Conseil de Gestion un plan pluriannuel d'actions stratégiques et opérationnelles ;

impulser, coordonner et contrôler toutes les activités du PAPME ;

recruter, gérer et licencier le personnel suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;

assurer la gestion des ressources du PAPME et gérer les relations avec l'extérieur ;

assumer la responsabilité de la réalisation du programme et des objectifs assignés au PAPME ;

mobiliser les ressources complémentaires nécessaires à l'activité du PAPME et en négocier les conditions ;

coordonner de façon générale toutes les activités de gestion et d'opération de la structure.

ARTICLE 22 : L'organisation interne du PAPME est proposée par son Directeur Général et approuvée par le Conseil de Gestion. Le Directeur Général pourra selon les besoins, veiller à adapter l'organisation du PAPME aux exigences d'une gestion commerciale en référence aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes en vigueur.

La Direction Générale du PAPME demeure garante de son efficacité et de l'adéquation de ses activités avec son objet social. A cet effet, elle s'assure de la conformité des actions par rapport aux

objectifs nationaux de développement et de l'utilisation des fonds mis à la disposition du PAPME par l'Etat et les partenaires au développement selon les règles définies.

Le Directeur Général est responsable du choix des moyens humains, techniques et matériels lui permettant de mener à bien sa mission.

Il est responsable devant le Conseil de Gestion auquel il rend compte.

ARTICLE 23 : La supervision, le contrôle et l'évaluation du PAPME sont exclusivement assurés par les organes suivants :

les différents corps de l'Etat, habilités à cet effet, notamment :

l'Inspection Générale d'Etat,

l'Inspection Générale et les structures de contrôle des Finances,

les corps de contrôle des départements ministériels concernés ;

le Conseil de Gestion,

le Contrôle Interne,

la mission annuelle d'audit comptable ;

la mission annuelle d'évaluation opérationnelle.

ARTICLE 24 : Le Contrôleur interne a pour mission l'élaboration, la mise en place et le suivi de l'ensemble des systèmes de contrôle contribuant, par la sécurisation des actifs et des opérations, à la réalisation des objectifs opérationnels du PAPME.

Il est chargé notamment de :

comparer périodiquement les résultats avec les prévisions,

interpréter les écarts et proposer les mesures correctives nécessaires,

contrôler le respect des procédures comptables et administratives.

Il est nommé par le Directeur Général du PAPME et il rend directement compte à celui-ci.

ARTICLE 25 : La Mission annuelle d'audit comptable est commise par le Conseil de Gestion. Elle rend directement compte au Président du Conseil de Gestion.

ARTICLE 26 : La mission annuelle d'évaluation opérationnelle est commise par le Directeur Général. Elle rend compte au Directeur Général qui soumet son rapport aux délibérations du Conseil de Gestion.

ARTICLE 27 : Chaque bailleur de fonds partenaire assurera le suivi suivant ses propres mécanismes qui auront été consignés préalablement dans les accords de mise à disposition des fonds.

ARTICLE 28 : Un système d'organisation et de gestion par objectifs et résultats sera mis en place pour gérer la productivité du personnel et assurer le suivi de la création et du développement des entreprises.

ARTICLE 29 : Les outils de contrôle et d'évaluation du PAPME sont constitués notamment par :

le plan de travail à moyen terme et les calendriers d'activités périodiques,

les rapports périodiques et d'évaluation interne,

le rapport d'activités annuel du Conseil de Gestion,

le rapport d'audit annuel,

le rapport d'évaluation en profondeur commandité par le Directeur Général dans le but de décider sur les perspectives à moyen terme du PAPME.

ARTICLE 30 : Pouvoir est donné à la Direction Générale du PAPME, d'élaborer un Manuel de Procédures Générales soumis à l'approbation du Conseil de Gestion.

Le Manuel de Procédures Générales définit les conditions de gestion de type commercial du PAPME en tant que structure autonome et indépendante de l'administration publique dans une perspective de pérennité.

CHAPITRE : VI – DISPOSITIONS PARTICULIERES :

ARTICLE 31 : En vue de garantir au PAPME la disponibilité de ressources matérielles et humaines, le Gouvernement :

met à la disposition de PAPME tous les moyens matériels issus du Protocole de cession du PAPME à l'Etat burkinabè du 11 janvier 2001, à savoir, les immobilisations, le portefeuille, les ressources en trésorerie ;

met à la disposition du PAPME les ressources nécessaires à la poursuite et au développement de ses activités et ce de façon successive jusqu'à ce que la structure atteigne son autonomie financière totale, et ce dans un délai de cinq ans renouvelables ;

accorde des avantages fiscaux au PAPME, notamment à l'exonérer des impôts et taxes suivants :

L'impôt sur les bénéfices industriels commerciaux et agricoles,

La contribution des patentes,

La taxe patronale et d'apprentissage,

La taxe sur les biens de mainmorte,

L'impôt minimum forfaitaire sur les professions industrielles et commerciales ;

reconduit le personnel dans son statut actuel, confirmé de type privé, notamment le soumet aux lois sociales et aux conventions collectives en vigueur, applicables au personnel du secteur privé.

ARTICLE 32 : Le Gouvernement veille à ce que l'utilisation des fonds mis à la disposition du PAPME soit consacrée exclusivement au fonctionnement du dispositif et au financement des actions d'appui en faveur des PME.

ARTICLE 33 : Le Gouvernement apporte son appui technique et administratif au PAPME. Dans ce cadre, le Gouvernement :

apporte son concours à la poursuite des activités du PAPME ;

sert d'interface technique et administrative entre les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux et le PAPME pour l'accès à des ressources appropriées à son action de financement des PME au Burkina.

ARTICLE 34 : Le Gouvernement dotera le PAPME d'une autonomie totale et d'une indépendance effective en facilitant le processus d'autonomisation dans ses quatre axes principaux à savoir :

http://www.legiburkina.bf/jo/2002/no%5F05/Décret_PM_2002_00021.htm

14/08/2007

Indépendance en matière d'élaboration des programmes d'activités d'assistance des promoteurs et entrepreneurs du secteur privé ;

Autonomie d'organisation et d'ajustement de la structure interne ;

Autonomie de sélection, formation, recrutement, licenciement et motivation du personnel ;

Autonomie de gestion financière.

ARTICLE 35 : Dans le but de lui permettre une meilleure évolution dans son secteur d'activités, le Gouvernement :

Assure la promotion du PAPME auprès des partenaires au développement pour notamment stimuler la mobilisation de ressources additionnelles pour la création et le développement des PME ;

Fait du PAPME un instrument privilégié dans la mise en œuvre de sa politique et stratégie de développement du secteur privé au Burkina ;

Confère au PAPME le droit de servir comme agence d'exécution nationale ou associée et pratiquer ainsi l'intermédiation financière avec le Gouvernement, les bailleurs de fonds et autres acteurs de développement et assurer la gestion de fonds de financement pour des Projets et Programmes de création de PME.

CHAPITRE : VII - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 36 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures relatives au PAPME.

ARTICLE 37 : Le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 31 janvier 2002

http://www.legiburkina.bf/jo/2002/no%5F05/Décret_PM_2002_00021.htm

14/08/2007

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Parananga Ernest YONLI

Pour le Ministre de l'économie et des finances et par délégation, le Ministre délégué chargé des finances et du budget

Jean-Baptiste COMPAORE

Le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat

Bédouna Alain YODA